



***Portrait de la presse alternative au Québec :
de l'engagement politique aux préoccupations socioculturelles
30 ans d'évolution (1970-2000)***

par

Mylène Tremblay

**Volet I d'une étude sous la direction de Jean-Marc Fontan
Observatoire montréalais du développement**

**Étude sous la coordination de Lina Laprise-Trudel
Service aux collectivités de l'UQÀM
Janvier 2001**

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
CADRE DE LA RECHERCHE	3
OBJECTIFS	3
DÉFINITION DU CHAMP DE RECHERCHE.....	3
MÉTHODOLOGIE	3
CONTEXTE DE RÉALISATION DE LA RECHERCHE.....	4
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I : TRAJECTOIRE HISTORIQUE	7
AVANT LES ANNÉES 1960	7
LES ANNÉES 1960 ET 1970 : DISCOURS DE GAUCHE RELAYÉ PAR UNE PRESSE ALTERNATIVE EN ÉMERGENCE	7
LES ANNÉES 1980 : LE DÉCLIN DE LA PRESSE ALTERNATIVE	8
LES ANNÉES 1990 : UNE NOUVELLE TANGENTE	9
CHAPITRE II : LA SITUATION ACTUELLE DE LA PRESSE ALTERNATIVE	10
CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE DU QUÉBEC D’AUJOURD’HUI	10
CARACTÉRISTIQUES DE LA PRESSE ALTERNATIVE	12
QUELQUES DÉFINITIONS DE LA PRESSE ALTERNATIVE QUÉBÉCOISE :	14
RÔLE, FONCTION ET PLACE DE LA PRESSE ALTERNATIVE	15
ASSOCIATION ET RÉSEAU	19
CHAPITRE III : LES ENJEUX	24
CONTEXTE GÉNÉRAL DE LA PRESSE ALTERNATIVE.....	24
PERSPECTIVES GÉNÉRALES SUR LES MÉDIAS	25
CONCENTRATION À L’ÉCHELLE MONDIALE	25
CONCENTRATION DE LA PRESSE QUÉBÉCOISE	26
MONDIALISATION... AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.....	28
CHAPITRE IV : LA PRESSE ALTERNATIVE SUR INTERNET	30
L’INTERNET AU SERVICE DE LA MOBILISATION	30
LES JOURNAUX COMMUNAUTAIRES ET INTERNET	31
CHAPITRE V : LES SUBVENTIONS DU MCCQ	33
CHAPITRE VI : MÉDIAS ALTERNATIFS RETENUS POUR L’ÉTUDE SUR LA PRESSE ALTERNATIVE AU QUÉBEC	35
MÉTHODOLOGIE	35
LES MÉDIAS ALTERNATIFS RETENUS	36
CONCLUSION	42
BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES	43

Cadre de la recherche

Objectifs

Ce document présente un portrait de la presse alternative francophone québécoise. L'objectif visé par la recherche réalisée consiste à comprendre comment se définit et s'organise cette presse alternative tout en saisissant son évolution historique récente au cours des trente dernières années. Cette étude est essentiellement descriptive. Elle cherche à cerner et qualifier les grandes étapes historiques, la définition et les traits caractéristiques de la presse alternative étudiée. L'étude constitue le premier de trois volets d'une recherche portant sur la presse écrite alternative au Québec. Les dimensions touchées dans cette étude portent sur les points suivants :

- la définition du champ ;
- l'identification d'une trajectoire historique et des grandes caractéristiques de ce type d'activité ;
- le rôle, la place et la fonction de ce type de média de communication par rapport aux médias dits traditionnels ;
- les défis et les enjeux que doit relever la presse écrite alternative francophone, en regard, notamment, du renforcement de sa pratique.

Définition du champ de recherche

Notre champ de recherche porte essentiellement sur la presse écrite alternative au Québec, de ses origines, qui remontent à la fin des années 1960, à nos jours. Nous verrons comment, à travers les décennies, la presse alternative a évolué parallèlement aux différents courants politiques, idéologiques et culturels qui ont traversé la société québécoise. Ces courants sont reflétés dans l'orientation et le discours de la presse alternative. Son évolution est donc profondément liée au contexte social et politique.

Méthodologie

Le secteur de la presse écrite alternative a fait l'objet de peu d'études jusqu'à récemment au Québec. Seul le mémoire de maîtrise de Claude Gauvreau étudie globalement l'évolution de cette presse des années 70 à 90. Certains chercheurs québécois l'abordent au passage dans leurs ouvrages, à l'exemple de Claude Champagne du Centre St-Pierre, Marc Raboy dans *Les médias québécois*, Jacques Pelletier, l'ICEA (sur Québec-Presses notamment), Jacques T. Godbout dans *La participation politique*, et Michel Sénécal dans *L'espace médiatique*. Mais règle générale, il faut se tourner davantage vers les articles écrits par les artisans mêmes de

la presse alternative pour en connaître la situation actuelle les enjeux, le rôle et l'évolution.

Pour réaliser cette étude sur la presse alternative au Québec, de ses origines à nos jours, différents moyens ont été utilisés :

- recension sommaire des principaux écrits (revues de presse, documents, mémoires, études, comptes-rendus de colloque, consultation de sites Internet) ;
- cueillette et compilation des informations fournies par l'AMECQ, Altermédia, *Recto Verso*, *Ao ! Espaces de la parole*, le Centre St-Pierre, le service aux collectivités de l'UQÀM et le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ).
- recensement d'une vingtaine de journaux alternatifs représentatifs.

Entrevues individuelles et collectives :

- rencontre avec le secrétaire de l'AMECQ ;
- rencontre du comité provisoire d'Altermédia lors d'une réunion tenue à Drummondville le 19 août 2000.

Contexte de réalisation de la recherche

Le présent rapport s'inscrit dans un projet de recherche sur la presse écrite alternative québécoise. Le projet a été mis en place à la demande de représentants de la revue *Recto Verso*. Ces personnes voulaient effectuer une recherche action sur la presse alternative écrite québécoise afin d'appuyer la réflexion de *Recto Verso* dans le cadre d'un événement commémoratif du cinquantième anniversaire d'existence de la revue.

Nous avons obtenu un financement de 9 000 dollars d'un fonds de recherche interne de l'Université du Québec à Montréal (PAFARC) pour réaliser la recherche.

Cette dernière est le fruit d'une collaboration entre :

- le Service aux collectivités de l'UQÀM, représentée en la personne de Lina Trudel ;
- l'Observatoire montréalais du développement, représenté par le professeur-chercheur Jean-Marc Fontan rattaché au département de sociologie ;
- la corporation *Vie Ouvrière inc* qui produit la revue *Recto Verso* et qui est représentée par Anne-Marie Brunelle

Introduction

*La presse alternative a toujours été et sera toujours la mesure la plus sûre de notre liberté d'expression.*¹

La presse est proclamée partout comme le chien de garde de la démocratie. Or, il semble, selon les partisans de la presse alternative, que cette démocratie soit bafouée par celle-là même qui la veille. Industrialisation, marchandisation, concentration, privatisation, déréglementation, mondialisation, voilà autant de concepts surgis des temps modernes qui mettent en péril la fonction première de la presse et l'entachent de leurs effets pervers. La presse, garante de la démocratie et véhicule des opinions du peuple, est devenue un média au service des pouvoirs en place.²

Du coup, ce sont la liberté d'expression et le pluralisme d'opinion et d'information qui se sont trouvés menacés. Pour faire contrepoids à la pensée libérale ou conservatrice et afin de promouvoir une pensée critique, des journaux alternatifs émergent dès le passage du 18 au 19^e siècle. Ils ont voulu faire en sorte que la rentabilité sociale entre à nouveau en ligne de compte. Il fallait briser proposer une alternative à la grande presse.

Cette presse parallèle se distingue de la presse traditionnelle, comme nous le verrons plus loin, par sa structure organisationnelle décentralisée et son contenu résolument progressiste. Elle s'est donnée pour mission de faire le contrepoids aux médias de masse. Elle prône, comme l'indique Pleau, le changement social qui passe par la lutte à la pauvreté, à l'injustice, à toutes formes de racisme et d'exclusion sociale, et prétend avancer de nouvelles idées pour susciter le débat et la réflexion. Elle cherche à éveiller la conscience sociale endormie par le ronron de la pensée unique que les grands médias véhiculent et relaient au profit des économies capitalistes.³

Depuis les années 1960, la presse alternative québécoise est passée du militantisme politique aux préoccupations socioculturelles. Malgré plus de deux siècles d'existence, son désir de changement est resté intact. Seuls les moyens ont changé. Comme nous le verrons plus loin, la gauche s'exprime différemment aujourd'hui, alors que le discours marxiste-léniniste s'est estompé. Les grands thèmes, mis de l'avant, concernent davantage la solidarité internationale, la protection de l'environnement, la

¹ Francine Pelletier citée par Pierre Vallières dans " Quatrième partie : les années 80. L'impasse et l'éclaircie ", in *VO : le magazine de Vie Ouvrière*, no. 233, novembre-décembre 1991, p. 18.

² BÉDARD, Grégoire. " Presse alternative québécoise : un état des lieux ", in *Ao ! Espaces de la parole*, hiver/printemps 2000, vol. VI, no. 1, pp. 47-53.

³ PLEAU, Jean-Philippe. " Nouvelles technologies de l'information : le capitalisme franchit une nouvelle étape ", in *Ao ! Espaces de la parole*, Vol. 5, no. 1, hiver-printemps 1999, pp. 44-45.

lutte contre la pauvreté, la paix mondiale, le désarmement et le tiers-monde, ils s'adressent à de grands thèmes politiques, mais un politique élargi où l'appareil d'État n'est qu'un espace d'expression de l'action politique.

Autre signe des temps, la mondialisation est sur toutes les lèvres, comme un monstre à abattre, mais également comme une arme qui se retourne contre ses propres artisans. À la mondialisation du commerce et de l'économie s'oppose maintenant la mondialisation de la résistance.⁴ Les luttes citoyennes passent aujourd'hui par la globalité, l'inclusion et la mobilisation des mouvements sociaux du monde entier. On n'en est plus au militantisme groupusculaire des années 1960 et 1970.

En effet, au Québec, comme partout dans le monde, les journaux alternatifs, véhicules des mouvements sociaux, tendent à se rallier via Internet et faire front commun contre le discours de droite. Après une période d'essoufflement, ressenti durant les années 1980, la presse alternative connaîtrait-elle un regain de vitalité ? La Toile mondiale viendrait-elle lui prêter main forte en lui offrant un nouvel espace de communication ?

⁴ PLEAU, Jean-Philippe. « La résistance, le pouvoir d'un peuple », in *Ao ! Espaces de la parole*, hiver/printemps 2000. p. 3

Chapitre I : trajectoire historique

Nous suivrons la trajectoire qui mène de l'engagement politique de la presse écrite alternative des années 1960 aux préoccupations socioculturelles des publications parallèles d'aujourd'hui. Nous nous attarderons davantage sur la situation actuelle de la presse alternative, puisque le portrait de la presse alternative des années 1970-1990 a été tracé par Claude Gauvreau (1992).

Si les tenants de la presse alternative réclament encore aujourd'hui le changement social, ce n'est plus de la même façon. La thèse défendue ici est que la presse alternative n'a jamais été aussi présente sur la scène mondiale, grâce à Internet.

Avant les années 1960

Le mouvement social de démocratisation des institutions modernes de la société québécoise date du début du XIXe siècle. À notre connaissance, aucune recherche n'a été réalisée au Québec en ce qui a trait à l'analyse du développement d'un tel mouvement sous l'angle des outils de communication qu'il s'est historiquement donné. Il serait donc important de mener une étude historique sur le discours social québécois, tant celui porté par les anciens mouvements sociaux dits laïcs (socialiste, ouvrier, anarchiste, pour la laïcisation,), soit les mouvements sociaux encadrés par le mouvement d'action catholique (de femmes, d'étudiants, coopératifs, socialistes et ouvriers).

Durant les années 1950, une rumeur de révolte commence à se faire entendre. *Le Refus global*, manifeste signé par un collectif d'artistes, appelle ouvertement à une rupture de paradigme social. Les retombées de ces écrits se font sentir dans les années 1960. La presse alternative sort alors de l'ombre et commence à se formaliser.

Les années 1960 et 1970 : discours de gauche relayé par une presse alternative en émergence

Dans le Québec des années 1960, on passe de l'Église-Nation à l'État-Nation. Il s'agit d'une véritable révolution, d'un changement de pouvoir en profondeur. Comme l'explique Pierre Vallières :

« En 1960, tout bascula. La jeunesse québécoise, déchiffrant soudain son avenir à travers la révolution cubaine et la guerre d'Algérie, se rallia rapidement autour d'un projet capable de désaliéner la collectivité dans toutes les dimensions de son existence. (...) L'apprentissage exaltant de la liberté naissante ne pouvait

que commencer par un rejet global des structures cléricales, des tabous et des interdits du passé, des peurs traditionnelles....⁵ »

La Révolution Tranquille sert de toile de fond et symbolise la volonté politique et sociale de la société québécoise de plonger dans la modernité. Cette révolution instaure un climat socio-politique marqué par une volonté de changement et par un pluralisme idéologique.

Ce climat favorise la diversification des courants de pensée et d'opinion et incite au développement et à l'essor d'une presse alternative. Tous les sociologues et autres chercheurs situent d'ailleurs les débuts de la presse alternative au Québec durant cette période d'effervescence (Sénécal, Vallières, Gauvreau, Pelletier, Champagne, etc.) De nouvelles revues socio-politiques et culturelles se multiplient, explorant chacune un courant particulier : nationalisme, socialisme, féminisme et contre-culture. Ces revues, qui proposent un autre discours à celui des grandes entreprises de presses commerciales, privilégient une autre manière de voir et de faire de l'information à travers la contestation des valeurs établies et la critique sociale et politique. Elles participent surtout activement au formidable mouvement de déblocage idéologique et intellectuel qui caractérise les années 1960 et 1970 au Québec. Plusieurs revues dont *Parti Pris*, *Québec-Presse*, *Chroniques*, *Mainmise*, *Le Temps Fou* et *La Vie en Rose* se font l'écho des revendications de l'époque.

Les années 1980 : le déclin de la presse alternative

Les années 1980 sont marquées par le sceau de la postmodernité et de l'effondrement des grands mythes libérateurs qui avaient mobilisé l'Occident depuis une centaine d'années. Au Québec, les grands courants qui avaient suscité tant de débats et de passion semblent s'épuiser. Surtout que cette décennie au Québec est celle de l'après référendum, qui se traduit par une période de désenchantement.

Pierre Vallières résume bien la situation de crise que traverse le Québec des années 1980 :

« Au début des années 80, une série d'événements se sont bousculés pour sonner le glas de l'euphorie "révolutionnaire" de la décennie précédente. D'abord, l'échec du référendum sur la souveraineté du Québec, en 80, fut ressenti avec une profonde amertume par les générations militantes, utopistes et pressées de la Révolution Tranquille. Ensuite, la récession nous plongea brutalement dans une crise économique et sociale sans précédent depuis la

⁵ Vallières, Pierre, "Deuxième partie : les années 60. Le choc de la Révolution Tranquille et du Concile Vatican II", in *VO : magazine de Vie Ouvrière*, no. 231, juillet-août 1991, p. 14.

Deuxième Guerre Mondiale. C'était l'impasse. Le Québec tout entier paraissait " bloqué ", effondré, en panne, plus incertain que jamais de son avenir⁶. »

Les revues alternatives connaissent une phase de déclin. On assiste à une démobilisation à l'endroit des idéologies valorisant les mouvements collectifs et la contestation de l'ordre établi. On remarque durant cette période de désillusion « l'absence de leadership politique, l'effondrement des groupes marxistes-léninistes, la démobilisation et l'émiettement des organisations populaires⁷. » Les revues alternatives disparaissent les unes après les autres, mais pas toutes. Recto Verso, connu alors sous le nom de Vie ouvrière, tout comme Relations, survit à la décennie 1980.

Les années 1990 : une nouvelle tangente

Les revues qui surgissent durant cette décennie délaissent les luttes politiques et les grandes remises en question de l'organisation de la société. Celles qui survivent ou qui naissent se tournent de plus en plus vers les nouveaux mouvements sociaux, comme le féminisme, le pacifisme, l'écologisme, les jeunes et les marginaux. Dans son plus récent ouvrage sur les médias québécois, Marc Raboy proclame l'inertie de la presse alternative et se ravise ensuite :

« La presse parallèle à vocation nationale est à toutes fins utiles disparue, du moins pour l'instant. Les réalités économiques du marché québécois sont en grande partie responsable de cet état de choses. À l'échelle locale cependant, il existe encore un peu partout des journaux communautaires; en 1996 on en comptait 94 selon le ministère de la Culture et des Communications du Québec, dont 79 étaient membres de l'AMECQ.

Par ailleurs, poursuit-il, « on assiste actuellement à un regain d'intérêt à propos de ce secteur important. Altermédia, le Regroupement des médias alternatifs du Québec, a été créé au début de l'année 1999 avec deux objectifs : recenser les principaux médias écrits alternatifs du Québec et se questionner sur leur situation⁸. » Ainsi, contrairement à l'opinion selon laquelle la presse alternative serait passée de mode, appartenant aux utopies des années 1970, elle demeure d'actualité et mérite qu'on y accorde une attention particulière, surtout à l'heure des nouvelles technologies. Nous verrons plus en détails, dans les prochains chapitres, comment la presse alternative évolue dans notre société actuelle, caractérisée par la mondialisation, la privatisation et la concentration, comment elle a su s'adapter aux nouvelles conjonctures socio-économiques et même, dans certains cas, en tirer profit.

⁶ VALLIÈRES, Pierre, " Quatrième partie : les années 80. L'impasse et l'éclaircie ", in *VO : le magazine de Vie Ouvrière*, no. 233, novembre-décembre 1991, p. 16.

⁷ Ibid., p. 18.

⁸ RABOY, Marc. *Les médias québécois. Presse, radio, télévision, inforoute*. 2e édition. Gaétan Morin Éditeur, Montréal – Paris, 2000, p. 21.

Chapitre II : la situation actuelle de la presse alternative

*Tant que la révolution n'est pas faite, elle reste à faire.*⁹

Dans quelle mesure la notion de média alternatif doit-elle être pensée aujourd'hui, alors que le marché et les technologies modernes peuvent prétendre satisfaire un large éventail de communautés d'intérêts et de goûts ? Au cours des années 1970, on affirmait sans cesse l'efficacité des médias alternatifs ou communautaires. Mais n'y avait-il pas une bonne part de rêve dans cette affirmation ? Ce rêve tient-il encore aujourd'hui ? C'est ce que nous tenterons de voir dans ce chapitre.

Contexte socio-politique du Québec d'aujourd'hui

La société québécoise d'aujourd'hui doit faire face à de nouvelles réalités : croissance économique dans la dualisation du marché de travail, accroissement de la richesse et de la pauvreté, accentuation de l'intégration des mouvements sociaux dans la régulation de la société, réingénierie des structures institutionnelles, virage très prononcé vers la mondialisation, etc. La sociale démocratie, en vogue durant les années 1960 et 1970, avec son programme d'égalité et de justice sociale passant par la redistribution des richesses, convient-elle encore aux réalités actuelles ?

La gauche « a surgi dans le contexte de la décolonisation, phénomène généralisé dans les pays sous contrôle impérialiste, mais qu'on ne s'attendait pas à voir s'imposer dans une société aussi développée et "moderne" que le Québec d'après-guerre¹⁰. » Plusieurs partis et mouvements, qui disparaissent presque aussi vite qu'ils font surface, poursuivent alors les mêmes objectifs d'indépendance et de socialisme. C'est pour dire l'absence d'enracinement de la gauche au Québec, s'inscrivant dans la longue durée. La Belle province ne possède pas de culture forte de gauche à l'instar de l'Europe et même du Canada anglais (pensons au NPD) qui ont une tradition sociale-démocrate bien ancrée.

Le syndicaliste Michel Chartrand renchérit en disant que « Le fond du problème au Québec, c'est qu'il n'y a pas d'éducation politique nulle part. Il y en a eu un peu durant les années soixante, en particulier dans les syndicats, mais depuis plusieurs

⁹ VALLIÈRES, Pierre, "Quatrième partie : les années 80. L'impasse et l'éclaircie", in *VO : le magazine de Vie Ouvrière*, no. 233, novembre-décembre 1991, p. 18.

¹⁰ PELLETIER, Jacques. *La gauche a-t-elle un avenir ? Écrits à contre-courant*. Éditions Nota Bene, coll. "Interventions", Montréal, 2000, p. 22.

années, plus rien. (...) Conséquence : on vit dans une société sans opposition, sans conscience critique, sans mémoire ni cultures politiques, sans participation¹¹. »

Ainsi, le discours de gauche québécois a peu de référence pour se définir. Il se développe en vase clos, à l'extérieur des organisations de masse. Il évolue dans un cadre restreint qui l'empêche de rejoindre les couches sociales au nom desquelles il prend la parole. Encore aujourd'hui, cette gauche ne parvient pas à se débarrasser de ses habitudes groupusculaires qui la confinent à la marginalité.¹²

Est-ce à dire que la population ne se reconnaît pas dans l'alternative proposée ? Selon Jacques Pelletier, la gauche aurait intérêt à démocratiser davantage son discours pour le rendre plus ouvert et accueillant, et cesser de s'enliser dans la rhétorique et les démonstrations sans fin. Dans un langage accessible à tous, dit-il, la gauche parviendrait mieux à faire comprendre les effets néfastes de la mondialisation, de la concentration, et autre privatisation.¹³

Pelletier constate aussi que pour l'instant, le mouvement de gauche demeure sans véritable portée sur le "terrain".¹⁴ Pourtant, cette vision bien pessimiste de la gauche au Québec mérite d'être nuancée. Car s'il est vrai que la presse alternative, courroie de transmission du discours humaniste, survit grâce au dévouement des bénévoles et éprouve un manque évident de ressources, elle commence néanmoins à réaliser que son travail de réflexion doit trouver un prolongement concret. Elle cherche à éveiller les consciences non plus seulement à travers une entreprise intellectuelle de longue portée, mais également à travers des actions concrètes ponctuées, comme nous le verrons plus loin.

Si on se fie à l'évolution de la presse alternative des années 1970 et début 1980, on voit qu'elle a été profondément liée au contexte social et politique de l'époque. Elle reflétait alors les courants en vogue, soit le nationalisme, la contre-culture, le féminisme et le marxisme. Durant les années de la Révolution Tranquille, la gauche passait par l'engagement politique et le discours marxiste. L'heure était au militantisme et à la mobilisation collective. Jacques T. Godbout constate que « Les artistes, cinéastes et écrivains de la prise de parole se tournent vers le nationalisme et s'effacent graduellement de la scène participationniste au profit des groupes marxistes-léninistes¹⁵. » C'est la période où fleurissent les médias alternatifs, tribune de tous les courants.

¹¹ Citation de Michel Chartrand tirée de FOISY, Fernand. *Michel Chartrand : les dires d'un homme de parole*. Lanctôt Éditeur, Montréal, 1997, p. 124.

¹² PELLETIER, op. cit., p. 23.

¹³ Ibid., pp. 37-38.

¹⁴ Ibid., p. 33.

¹⁵ GODBOUT, Jacques T. *La participation politique. Leçons des dernières décennies*. Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, p. 222.

On trouve alors des mouvements contre le système, qui contestent, sont très politisés, s'en prennent au capitalisme et aux exploités, et essaient de recruter un membership à la fois nombreux et articulé, c'est-à-dire formé politiquement. D'autre part, des groupes s'organisent pour s'entraider et se donner des services ; ils n'attendent pas nécessairement le grand soir, aussi se donnent-ils une structure démocratique, et travaillent à des changements dans leur vie quotidienne¹⁶. »

Ces deux mouvements se retrouvent encore aujourd'hui sur la scène sociale, mais expriment leurs préoccupations différemment, en fonction de la nouvelle conjoncture socio-politique du Québec. Ainsi, on est passé de l'ère politique (60/70) à l'ère de l'entraide (80/90). D'aucuns qualifieront la société postmoderne (80/90) d'individualiste. Mais la solidarité qui émane de cette époque n'est pas pour autant quelque chose de « totalement éphémère ou superficiel (...) elle a en commun la conscience des différences sociales¹⁷. » Grégoire Bédard, de la revue alternative *Ao! Espaces de la parole*, va plus loin en affirmant que :

« On constate aussi que les objectifs ont bien changé depuis les années soixante-dix : la gauche était très dogmatique à cette époque et souvent paralysée par un tiraillement interne qui avait parfois toutes les apparences d'une lutte idéologique entre militants. Aujourd'hui, le défi premier à relever devrait d'abord être celui de la solidarité, estime-t-on (...) il serait souhaitable d'éviter les critiques inutiles envers les autres groupes ou individus de gauche comme on l'a sans doute trop fait par le passé : il faut de la collaboration, de la solidarité dans la lutte¹⁸. » Michel Lambert d'*Alternatives* soutient son collègue en disant « qu'il est possible pour différentes organisations aux intérêts et perspectives éparpillés de travailler ensemble pour l'atteinte d'un objectif commun¹⁹. »

Entraide, solidarité, postmodernisme, individualisme, tels sont les maîtres mots de notre époque. Selon Godbout : « devient impensable le " mouvement de masse " et préférés le mode fédératif, les coalitions ad hoc, le réseau²⁰. » On verra plus loin comment ces notions de réseau et de solidarité se répercutent dans tout le discours de gauche ambiant.

Caractéristiques de la presse alternative

Mais d'abord, qu'est ce qui rend un média alternatif ? Et alternatif par rapport à quoi ? Cette question que tous les artisans de la presse alternative et tous les

¹⁶ Ibid., p. 226.

¹⁷ Ibid., p. 230.

¹⁸ BÉDARD, Grégoire. " La presse alternative au Québec : un état des lieux ", in *Ao ! Espaces de la parole*, vol. VI, no. 1, hiver-printemps 2000, p. 49.

¹⁹ LAMBERT, Michel. " De SaAMI à Québec 2001. Le temps des convergences ", in *Ao ! Espaces de la parole*, vol. VI, no. 1, hiver-printemps 2000, p. 26.

²⁰ GODBOUT, op. cit., p. 232.

chercheurs se posent trouve une réponse toute simple : « alternatifité » par rapport aux médias conventionnels. La presse alternative s'identifie soit à une forme de rupture à l'égard des conceptions dominantes de la communication, soit à une forme complémentaire de reproduction de ce qui est.²¹

Voyons de plus près quelles sont les spécificités de la presse alternative par rapport à celles de la presse de masse, telles qu'établies par le Réseau des médias alternatifs du Québec, Altermédia :

La presse alternative :

- se situe en face des médias de droite : elle propose, dans cette perspective, une pluralité de points de vue ;
- œuvre à contre-courant du discours corporatiste et néolibéral : elle encourage une vision collectiviste ;
- suscite le débat et la réflexion sur des enjeux de société ;
- possède une structure organisationnelle décentralisée, contrairement à celle des grandes entreprises de presse ;
- n'est pas orientée vers la maximisation des profits et la vente d'un lectorat ;
- repose sur l'entraide et la solidarité ;
- est indépendante de la propriété des pouvoirs politiques et corporatistes ;
- pratique habituellement un " journalisme militant bénévole " ;
- se définit d'abord par son contenu engagé.²²

Ajoutons également les spécificités de la presse communautaire, considérée elle aussi alternative :

La presse communautaire est :

- un outil de développement social, culturel et économique ;
- une courroie de transmission des organismes socio-communautaires locaux et régionaux ;
- en rupture avec le contenu des journaux commerciaux. Certains journaux communautaires, à l'exemple de la Gazette populaire (Trois-Rivières), Rebelles (Montréal), Droit de parole (Québec), Entrée libre (Sherbrooke) et Recto Verso, affichent des points de vue critiques et font entendre un son de cloche qui sort du conformisme ambiant.²³

²¹ SÉNÉCAL, Michel. *L'espace médiatique*. Éditions Liber, Montréal, 1995, p. 205.

²² PLEAU, Jean-Philippe et FORTIER, Claude. " Clarifier la notion de presse alternative ", in *Ao ! Espaces de la parole*, vol. VI, no. 1, hiver/printemps 2000, p. 48

²³ CENTRE ST-PIERRE. *Les médias communautaires au Québec : état de la situation et pistes d'avenir*. Étude réalisée pour le Ministère de la Culture et des Communications du Québec, août 1999.p. 30.

Ainsi, les publications alternatives, œuvrant en marge des canaux de masse, se distinguent de la presse conventionnelle par « un traitement de l'actualité selon une perspective différente de celle du discours de l'État et des grandes corporations²⁴. » Elles prônent un discours de changement social qui passe par le débat, la réflexion et la participation citoyenne. Ici, la pluralité trouve tout son sens dans la diversité des points de vue exprimés et le traitement de sujets peu ou pas couverts par les médias de masse. La presse alternative laisse en somme une large place à l'analyse et à la critique sociale.

Quelques définitions de la presse alternative québécoise :

Altermédia, le répertoire de la presse alternative au Québec, répertorie actuellement 246 presses alternatives, dont 220 presses écrites et 26 presses électroniques. À leur tour, les presses écrite et électronique se subdivisent comme suit :

Portrait sommaire de la presse alternative québécoise

	Presse écrite	Presse électronique
Communautaire	103	2
Progressiste	18	17
Ethnique	8	0
Étudiante	56	7
Syndicale	4	0
Hebdomadaire	35	0

Pour notre étude, nous ne retiendrons que les notions de presse communautaire et progressiste, afin de couvrir un champ d'information le plus large possible (les presses ethnique, étudiante et syndicale étant trop spécifiques à un groupe en particulier, et la presse hebdomadaire étant un concept trop large).

Définissons les notions de presse progressiste, presse communautaire et même presse électronique, toutes trois logeant à la même adresse, celle de la presse dite alternative.

Presse progressiste

- « La presse progressiste s'inscrit dans une perspective politique de gauche qui vise à contre-balancer le discours dominant en véhiculant des idées de rechange. Produite à des fins non-commerciales, indépendante, pluraliste et accessible à l'ensemble des citoyens et citoyennes, elle offre périodiquement un contenu d'actualité, d'information et d'éducation. » (définition tirée du site d'Altermédia)

²⁴ BÉDARD, Grégoire. « La presse alternative au Québec : un état des lieux », in *Ao ! Espaces de la parole*, vol. VI, no. 1, hiver/printemps 2000, p. 48.

Presse communautaire

Nous proposons ici deux définitions de la presse communautaire, l'une tirée de l'AMECQ, l'autre d'Altermédia :

1) Selon la définition d'un journal communautaire tel que stipulé à l'article 3.1 des Statuts et règlements de l'AMECQ :

- « Un média écrit communautaire est une publication éditée par un organisme sans but lucratif, de propriété collective et de gestion démocratique. Un média écrit communautaire membre de l'AMECQ reflète l'actualité de toute une communauté, tout en étant accessible, tant dans son contenu que dans son fonctionnement, à l'ensemble des citoyens et citoyennes. »

2) Selon la définition établie par Altermédia :

- « D'intérêt public, la presse communautaire est généralement un important outil d'information locale ou régionale propre à toute une communauté donnée. Produite à des fins non-commerciales, elle est pluraliste et accessible à l'ensemble des citoyens et citoyennes. Son organisation est démocratique et sa propriété collective. » (définition tirée du site d'Altermédia)

Presse électronique

- « Devenue incontournable, la presse électronique est une composante propre au nouvel espace technologique que constitue Internet. Elle publie périodiquement un contenu d'actualité, d'information et d'éducation. Produite à des fins non-commerciales, sa liberté d'expression et d'action qui n'est pas entravée par des engagements envers un commettant. La presse électronique est pluraliste et accessible à l'ensemble des internautes. » (définition tirée du site d'Altermédia)

Rôle, fonction et place de la presse alternative

Rôle

Les médias alternatifs, quels que soient le lieu et le temps, sont une réaction à des processus qui menacent l'identité culturelle.²⁵ Ces processus portent le nom de concentration, privatisation, mondialisation, homogénéisation, domination, etc. La presse alternative, de façon toute simple, serait en quelque sorte une troisième voie, à côté des médias privés et publics. Son rôle consisterait donc :

- à élargir les services de mass média ;

²⁵ LEWIS, Peter. *Les médias alternatifs : entre les réseaux planétaires et la vie locale*. UNESCO, Paris, 1995, p. 15.

- à lancer un défi aux systèmes de médias ;
- à offrir des solutions de rechange face à ces systèmes ;
- à faire des choses que les systèmes de médias ne peuvent pas faire.²⁶

La presse alternative, en somme, veille au maintien de la démocratie et à l'exercice de la citoyenneté à travers l'expression de la pluralité d'opinion. Elle cherche à prendre le pouls social, politique et culturel de la société dans laquelle elle évolue. Bref, la presse alternative, de par sa proximité avec son lectorat, reflète davantage son lectorat que ne le fait la presse de masse. Ses pages ne sont pas réservées essentiellement au discours de l'élite à l'instar des médias de masses. D'ailleurs, certaines statistiques recueillies par l'Institut canadien d'éducation des adultes sur la représentation sociale dans les médias de masse démontrent à quel point ce présupposé est vrai :

« L'étude sur les actualités à Radio-Canada et TVA (...) démontre effectivement que dans 67% des cas, les déclencheurs de la nouvelle sont des opinions et des réflexions d'hommes politiques : ce sont là des faits qui prouvent très bien comment les médias sont investis par les pouvoirs en place²⁷. »

Fonction

Pourquoi vouloir créer un média alternatif ? Selon l'UNESCO, cette tentative de fournir un appoint aux médias conventionnels peut s'expliquer par diverses raisons. Nous ne retiendrons que les principales :

- la motivation : le rejet des motivations commerciales et l'affirmation d'objectifs humains;
- les sources de financement : rejet des recettes publicitaires ;
- la tutelle : recherche d'autonomie ;
- la structure institutionnelle : structure décentralisée, tâches réparties au sein de l'équipe ;
- les pratiques professionnelles : recours au bénévolat ;
- le contenu du message : prône le changement social ;
- le rapport avec le public / consommateur : il a la possibilité de dire ce qu'il pense des besoins et des finalités des médias.²⁸

Les spécificités et les définitions proposées ci-haut aident à cerner la notion d'alternative par rapport aux médias conventionnels, mais les frontières restent floues. Car ce qui était alternatif hier peut avoir rencontré un succès commercial et être repris

²⁶ Ibid., p. 12

²⁷ Allocution de Lina Trudel, reproduite dans *La critique des médias et ceux qui la font : de l'autocritique au contrôle social*, Québec, Université Laval, travaux et recherches GRIC, no. 6, 1982, p.107 et 110.

²⁸ Ibid., p. 13.

par une société corporative par la suite (pensons à *Voir*, repris en partie par Transcontinental²⁹).

Place

Il est difficile d'évaluer de façon quantitative la place qu'occupe la presse alternative dans la société québécoise. Il semble qu'il existe très peu de descriptions ou d'analyses de l'information alternative. Un sondage, réalisé par le groupe Malette/Maheu en 1997 auprès de 594 répondants québécois pour l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ), est pratiquement la seule source disponible actuellement pour mesurer le taux de pénétration des journaux communautaires, le taux de lecture, la fréquence de lecture et le nombre de lecteurs par foyer. Selon le sondage du groupe Malette/Maheu, le taux de pénétration de l'ensemble des journaux atteint 55 %, soit :

- 41 % à Montréal ;
- 59 % dans les villes intermédiaires ;
- 80 % dans les petites municipalités.

En fait, 75,9 % des répondants lisent un journal communautaire. Ils se dispersent ainsi : 64,4 % des répondants montréalais lisent leur journal communautaire, comparativement à 71,2 % pour ceux des villes secondaires et 94,7 % pour les citoyens des petites communautés.³⁰ On remarque que plus la taille de l'agglomération est petite, plus le taux de pénétration est élevé. Mais rappelons que tout ce qui est communautaire n'est pas nécessairement alternatif au sens où on l'entend, c'est-à-dire axé sur le changement social et le discours humaniste.

Car « on peut aussi dire que bon nombre de journaux communautaires, peut-être une majorité, véhiculent une information qui se veut ostensiblement objective. Pour éviter tout conflit, certains préfèrent écarter d'ailleurs tout propos et toute analyse socio-politique quelque peu critique, se limitant à des articles à contenu historique et culturel au sens large³¹. » Sans parler des tout petits journaux collés de très près aux autorités municipales ou commerciales. Les résultats du sondage ne présentent donc qu'un pan du taux de pénétration de la presse alternative.

Ainsi, les régions lisent les journaux communautaires, certes, mais pas nécessairement la presse alternative. D'ailleurs, lors du premier Colloque de la presse alternative au Québec, tenu au Cégep de Drummondville le 16 octobre 1999, on

²⁹ CAUCHON, Paul. "La guerre des hebdomadaires aura-t-elle lieu ?", in *Le Devoir*, 23 septembre 1997, p. B7.

³⁰ Groupe Malette/Maheu (Le), Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ) – *Étude de marché par le Groupe Malette/Maheu*, février 1997, p. 8.

³¹ CENTRE ST-PIERRE, op. cit., p. 31.

constatait que les régions étaient très peu couvertes par le contenu de la presse alternative.³² La place que ce genre de publication occupe dans la société québécoise reste donc difficile à évaluer. Quelle est sa part du marché ? Impossible d'avancer un chiffre, même approximatif. Tout ce que l'on sait de façon sûre pour l'instant, c'est que 246 journaux alternatifs, écrits et électroniques, se partagent le lectorat québécois...

De façon qualitative, maintenant, quelle est la place occupée par la presse alternative dans la société québécoise ? Pour tenter de répondre à cette question, nous soulèverons d'abord la réflexion d'Oleg Manaev, qui a fait une étude de cas sur la presse alternative au Bélarus. Il conclut en disant :

« Dans un contexte d'indépendance et de liberté réelles, la question de la séparation des médias en deux catégories -officiels et alternatifs- perd toute sa signification. Il est de plus en plus difficile de tracer une ligne de partage entre ces deux catégories dans l'ex-URSS : le fait est que tous les médias deviennent normaux dans une société normale³³. »

A-t-il vu juste ? Dans une société libre et indépendante (de tout dogmatisme politique) comme le Québec, la presse alternative perd-elle de sa saveur ? A-t-elle encore une place symbolique et une raison d'être ? Demeure-t-elle bien distincte des médias conventionnels de par ses buts visés et son contenu ? Quoiqu'il en soit, le discours social demeure en grande partie un discours émancipateur, et la presse qui le véhicule est bien distincte de celle qui tient un discours libéral, en l'occurrence la presse de masse. Ainsi, il serait un peu abusif de dire que les sociétés « normales » cessent de lutter pour maintenir la démocratie à flot et que, par le fait même, la presse alternative devienne normale dans une société dite normale. Les visées du discours alternatif restent les mêmes à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud.

À ce titre, Alain Ambrosi remet les pendules à l'heure en disant de la communication alternative : « bien qu'elle ne soit pas en elle-même porteuse de changement social ou de développement..., elle est au centre de nombreux combats pour le fonctionnement démocratique de notre société, dans le Nord comme dans le Sud³⁴. » Cela nous amène donc à dire que les médias alternatifs ont leur place dans toute société en quête de justice et de démocratie.

³² BÉDARD, Grégoire, « La presse alternative au Québec : un état des lieux », in *Ao ! Espaces de la parole*, hiver/printemps 2000, p. 47.

³³ MANAEV, Oleg. « La presse alternative dans une société en transition (Bélarus) », in *Les médias alternatifs : entre les réseaux planétaires et la vie locale*, UNESCO, 1995, p. 95.

³⁴ AMBROSI, Alain. « Introduction : Alternative Communication and Development Alternatives », in *Video the Changing World*. Montréal, Black Rose Books, 1991, p. 13.

Association et réseau

Depuis quelques années, la presse alternative a tendance à se regrouper en association ou en réseau, afin de rééquilibrer les forces en présence : la presse alternative et sa multitude de petites publications à plus ou moins faible tirage d'un côté, et la presse de masse et ses gros joueurs de l'autre. Ainsi, deux organisations indépendantes ont été mises sur pied, l'une en regard des journaux communautaires, l'autre, de la presse alternative :

- l'Association des médias écrits communautaires du Québec, l'AMECQ (depuis 1979) ;
- le Regroupement des médias alternatifs au Québec, Altermédia (depuis 1999).

L'AMECQ

En 1979, un front commun composé de cinq médias écrits communautaires de Montréal et de la Côte-Nord s'est formé dans le but de mettre sur pied une association, qui fut incorporée le 19 juin 1981.

Cet organisme sans but lucratif est régi par un conseil d'administration élu en assemblée générale annuelle composée des délégué(e)s des journaux membres. À l'heure actuelle, il regroupe plus de 90 journaux communautaires qui doivent lui verser une cotisation annuelle.

L'Association reçoit une subvention annuelle de 100 000\$ du ministère de la Culture et des Communications du Québec, subvention jugée insuffisante, aux dires de son secrétaire, pour assurer à ses membres des services adéquats.

L'Association des médias écrits communautaires du Québec s'est donnée en effet la mission de fournir des services de soutien et de formation à ses journaux communautaires membres, de les regrouper et de les représenter, pour que ceux-ci puissent remplir leur rôle et leur mission fondamentale.

Les journaux membres, au nombre de 90, doivent publier de façon régulière et constante un minimum de quatre publications par année. Plus de la moitié de ces journaux sont mensuels et leurs tirages varient entre 100 à 100 000 exemplaires.³⁵

Un site Internet permet maintenant aux membres et à tous les internautes de connaître davantage l'Association et les publications des régions. Les pages sur *Le Québec des régions* présentent en effet des textes résumés de ce qui est publié dans les journaux communautaires du Québec et qui sont membres de l'AMECQ.³⁶

³⁵ Pour connaître la liste des membres de l'AMECQ, consultez le répertoire des membres sur les pages Web de l'AMECQ à l'adresse www.amecq.qc.ca/carte.html

³⁶ *Le Québec des régions* : <http://www.amecq.qc.ca>

Congrès d'orientation et plan d'action 2000-2001 :

Chaque année, l'AMECQ tient un congrès d'orientation, où elle profite de l'occasion pour faire le point et le bilan des derniers mois. Lors du dernier congrès qui a eu lieu en avril 2000, l'association a adopté de nouvelles orientations, soit :

- se doter d'une nouvelle structure par la création d'un conseil national ;
- mettre l'accent sur le financement, point chaud des assemblées délibérantes ;
- distribuer un questionnaire aux membres en vue de recueillir des données permettant d'établir les demandes de financement au Programme de soutien aux médias communautaires (PAMEC) ;
- mettre sur pied un comité devant explorer les possibilités d'autofinancement pour les membres et l'association.

De plus, les membres ont décidé d'un commun accord que les journaux communautaires nationaux et les journaux de rue pourront dorénavant faire des demandes d'adhésion à l'AMECQ, mais que les bulletins de liaison seront inaptes à y adhérer.

Quant aux journaux thématiques et sur Internet, le Conseil d'administration devra débattre de cette question, à savoir si ces journaux pourraient faire partie ou non de l'AMECQ.

Dans son plan d'action, adopté lors de l'assemblée générale du 28 avril dernier, l'AMECQ prévoit entre autres organiser un congrès soulignant le 20^e anniversaire de l'association et aller chercher un nouveau journal membre par région pour atteindre les 100 membres (qui sont au nombre de 90 actuellement).

Problématique :

Les journaux communautaires éprouvent un besoin criant de financement et la situation ne semble pas aller en s'améliorant. L'étude réalisée en 1999 par le Centre St-Pierre sur les médias communautaires au Québec, révèle que le personnel, engagé au gré des subventions attribuées par le gouvernement, passe son temps à rechercher du financement. Sans un financement stable, y lit-on, les journaux sont aux prises avec un épineux problème de roulement de personnel.³⁷ Selon l'AMECQ, seuls six ou sept journaux paient des employés de façon permanente.

Si on se fie au plan d'action 2000-2001 de l'AMECQ, qui prévoit mettre l'accent sur le financement, on comprend que le point chaud des assemblées délibérantes demeure le financement. Les journaux communautaires ont jusqu'au 15 septembre 2000 pour soumettre leur demande au bureau régional du ministère de la Culture et des Communications du Québec. Celui-ci prévoit attribuer cette année environ 250 000\$ aux journaux communautaires. Une enveloppe nettement plus importante que celle des

³⁷ CENTRE ST-PIERRE, op. cit., p. 43.

trois dernières années, et qui « répond à une demande prioritaire du milieu exprimée lors des assises régionales tenues par le MCCQ en 1999³⁸. » Le programme du ministère offrira deux volets : un volet fonctionnement de base et un volet projet. (voir chapitre sur le PAMEC). Mais les subventions demeurent toutefois insuffisantes, aux dires des membres présents au dernier Congrès de formation et d'orientation : « tous sont unanimes : les médias écrits communautaires souffrent d'un même mal, soit l'essoufflement de ses artisans³⁹. »

La publicité ne semble pas être la solution miracle au problème de sous-financement des journaux communautaires, d'autant plus que « l'engagement ministériel en vertu duquel les ministères, organismes et entreprises du gouvernement effectuent au moins 4 % de leurs dépenses annuelles de placement publicitaire auprès des médias communautaires ne semble pas avoir été tenu par le gouvernement québécois⁴⁰. »

L'étude du Centre St-Pierre affirme même que le sous-financement en provenance du gouvernement et de la publicité entraîne la fragilisation de la liberté d'expression des journaux communautaires. Ceux-ci demeurent pour la plupart sous la coupe des autorités politiques et commerciales qui les font vivre. Si certains se donnent le droit d'exprimer un point de vue critique, bon nombre d'entre eux restent dans les limites de l'objectivité.⁴¹

La formation – au métier de journaliste et à la gestion d'une entreprise de type média à but non lucratif - semble également causer problème. Les membres en réclament davantage de l'AMECQ. L'association tente de pallier cette lacune en organisant, à tous les ans, une journée de formation dans plusieurs régions du Québec. Par exemple, un atelier sur l'informatique se tiendra en octobre prochain dans le cadre d'un colloque régional à Drummondville.

Altermédia

C'est la revue *Ao ! Espaces de la parole* qui est à l'origine de la création du Regroupement Altermédia qui a vu le jour en janvier 1999. Pour l'instant, il s'agit d'un espace Internet qui répertorie les médias alternatifs. Mais plusieurs projets sont sur la table, dont :

- la mise sur pied d'un Réseau de solidarité entre les médias alternatifs qui aurait comme point d'ancrage un manifeste (en annexe) ;

³⁸ GIROUARD, Yvan Noé. « Des frais de fonctionnement couverts par le PAMEC », in *L'AMECQdote*, vol. 15, no. 6, juil-août 2000, p. 3.

³⁹ DESJARDINS, Jean-Patrice. « L'atelier du président : un avant-goût pour le week-end », in *L'AMECQdote*, vol. 15, no. 5, mai-juin 2000, p. 2.

⁴⁰ CENTRE ST-PIERRE, op. cit., p. 44.

⁴¹ CENTRE ST-PIERRE, op. cit., p. 31.

- on parle aussi d'inclure une forme d'agence de presse alternative sur Altermédia. Mais on observe des réticences de la part de certains.

Trois rencontres du comité provisoire ont eu lieu depuis la tenue du premier colloque des médias alternatifs en octobre 1999. Les objectifs de ces rencontres étaient de « mieux définir la presse alternative, faire le point sur sa situation et exprimer les besoins de chacun afin de voir à la pertinence d'une association, d'une mobilisation et d'une action commune⁴². » Le prochain et deuxième colloque des médias alternatifs aura lieu le 21 octobre 2000 à Drummondville.

Rencontre à Drummondville :

Nous avons assisté à titre d'observatrice à la rencontre du comité d'Altermédia qui s'est déroulée le 19 août 2000 à Drummondville. Un fait à souligner, les participants sont tous âgés entre 25 et 35 ans, ce qui prouve que la relève existe. La gauche n'est pas seulement l'apanage d'une vieille garde. Les idées sociales-démocrates ont fait du chemin depuis la Révolution tranquille et continuent à se propager en douce. Quoique sourdement exprimé pour l'instant, le discours de gauche se fraye néanmoins une voie parmi celui de droite pour faire entendre... sa propre voix.

Au cours de cette rencontre, Michel Lambert du réseau *Alternatives* a exposé les visées du projet Québec 2001, qui consiste en un Centre des médias alternatifs en ligne, en vue de l'événement Québec 2001. Rappelons que la ville de Québec sera l'hôte du Sommet des Chefs d'État des Amériques dans le cadre du processus de création de la Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLEA), du 20 au 22 avril 2001. Ce Centre des médias alternatifs sera un lieu d'échange sur Internet où tous les journalistes et chercheurs indépendants pourront proposer une pluralité de points de vue autour du Sommet.

Altermédia sera partenaire de l'aventure d'*Alternatives* en comptant faire de un, la promotion du CMAQ lors de son prochain colloque en octobre 2000, de deux, en invitant tous les médias alternatifs à diffuser toute l'information nécessaire sur les actions du CMAQ sur leurs réseaux. Le site d'Altermédia réserve lui-même des pages au projet et propose des liens vers le CMAQ.

Problématique :

Le problème de financement frappe autant du côté des journaux communautaires que du côté de la presse alternative. Peut-être encore plus de ce côté-ci puisque les journaux à caractère progressiste ne sont pas admissibles au PAMEC. Les conditions particulières du programme les excluent automatiquement en stipulant qu' « Ils doivent contenir un minimum de 40 % d'information locale et régionale. (...) Ne sont pas admissibles les journaux de fabriques, les journaux municipaux, les journaux

⁴² Altermédia, Problématique, sur site Internet, octobre 1999. <http://cafe.rapidus.net/espaces/textes/colloque.html>

thématiques, les bulletins d'organismes ni les publications s'adressant à des clientèles particulières⁴³. »

Altermédia est donc à la recherche de programmes et autres subventions qui pourraient être utiles au fonctionnement du Réseau. D'abord pour la tenue du colloque, ensuite pour les différentes réalisations souhaitées comme le site Internet, sa conception et sa mise à jour. Jusqu'ici le regroupement a identifié deux programmes du ministère de la Culture et des Communications. Il poursuit ses recherches pour avoir des résultats tangibles à la fin août. (source : Altermédia/subvention)

Ici encore, la publicité exerce sa dictature. Les journaux alternatifs n'ont d'autres choix que de se tourner vers elle tout en essayant de ne pas tomber dans ses filets. Tâche ardue s'il en est, puisqu'elle se voit dans l'obligation de limiter ses commanditaires qui d'ailleurs ne se précipitent pas à ses portes.

Les misères de la presse alternative vont plus loin encore. Elle semble en effet éprouver de la difficulté à rejoindre et à conserver un public de moins en moins politisés. Par conséquent, la presse alternative qui véhicule un discours de gauche ne reçoit pas le même accueil que celui obtenu par les médias de masse. Le public offre plus facilement sa crédibilité à la grande presse qu'à des petits journaux underground.

« Les médias alternatifs ont peu d'effets comparativement à ce que l'on peut attendre d'une alternative digne de ce nom, car les idées qu'ils émettent semblent peu pertinentes en face des belles histoires illustrant l'éminente utilité sociale des profits des riches qui se sont fait accepter comme l'opinion respectable⁴⁴. »

⁴³ Programme de soutien aux médias communautaires (PAMEC) 2000-2001 du MCCQ : <http://mcc.gouv.qc.ca/pubprog/aidefonc.htm>

⁴⁴ BÉDARD, Grégoire et PAULIN, Michel. " Une culture du consentement ?, in *Ao! Espaces de la parole*, vol. V, no. 1, hiver/printemps 1999, p. 3.

Chapitre III : les enjeux

Contexte général de la presse alternative

Peter Lewis de l'UNESCO définit trois terreaux fertiles à l'éclosion des médias alternatifs :

- les nouveaux mouvements sociaux : femmes, minorités ethniques, migrants, écologistes, pacifistes, homosexuels, organisations antiracistes.
- les vieux combats de toujours : droits de l'homme, droits linguistiques, droits syndicaux, au nom des populations rurales contre les centres urbains, au nom des pauvres contre les riches.
- les revendications politiques naissantes : ex : peuples autochtones d'Amérique du Nord, nations de l'Europe de l'Ouest n'ayant pas un statut d'États, pays de l'Europe de l'Est de l'après communisme, etc.

En quoi une presse alternative serait-elle encore utile à la société ? Toujours selon Lewis, les médias de masse ne semblent plus, avec leur tendance à la concentration et leur but avoué de rentabilité, satisfaire aux exigences de la théorie de participation démocratique telle que résumée par MacQuail :

- les citoyens, à titre individuel, et les groupes minoritaires ont des droits quant à l'accès aux médias ;
- l'organisation et le contenu des médias ne devraient pas être soumis à un contrôle politique ou bureaucratique centralisé ;
- les médias devraient exister au premier chef pour leur public ;
- les groupes, les organisations et les communautés locales devraient avoir leurs propres médias.⁴⁵

En somme, les citoyens se verraient mal desservis par des médias de masse qui ne semblent refléter que les intérêts du pouvoir économique. La presse alternative tente de faire le contrepoids en proposant à la société des valeurs plus humanistes.

⁴⁵ LEWIS, Peter. « Démarche suivie dans l'étude d'impact sur les médias alternatifs », in *Les médias alternatifs : entre les réseaux planétaires et la vie locale*, UNESCO, 1995, p. 13.

Perspectives générales sur les médias

Selon Raboy, le secteur des médias est caractérisé par les phénomènes suivants :

- **industrialisation** : la production et l'usage d'un nouveau média passe d'un stade artisanal à un stade de diffusion de masse à chaque innovation technologique ;
- **marchandisation** : l'impératif de rationaliser toutes les activités d'un média selon des critères économiques de rentabilisation ;
- **concentration** : tendance à réduire le nombre d'acteurs économiques dans le secteur en créant des sociétés de plus en plus organisées et inter reliées ;
- **privatisation** : on commence à considérer les services publics comme des services secondaires, et le développement est axé sur des projets qui bénéficieront surtout au secteur privé ;
- **déréglementation** : L'État choisit d'intervenir surtout quand il estime que les intérêts économiques des industries faisant partie de sa clientèle sont menacés ;
- **mondialisation** : ce qui, autrefois, était perçu comme étant propre à un territoire national donné doit désormais être considéré globalement. Les industries médiatiques ne reconnaissent plus les frontières nationales ; les contenus qu'elles diffusent non plus.⁴⁶

Ces multiples contraintes qui limitent la marge de manœuvre et la portée des médias n'entravent-elles pas l'accomplissement de la mission démocratique qui leur est conférée ?⁴⁷ D'autant plus que, comme le souligne Peter Lewis de l'UNESCO, dans une étude sur les médias alternatifs dans le contexte social et théorique contemporain :

« Une homogénéité croissante caractérise les techniques, les infrastructures, et les valeurs et contenus des mass media à travers le monde⁴⁸. »

Concentration à l'échelle mondiale

Le discours actuel sur les médias gravite autour du fait que « L'ère actuelle est marquée par la concentration, la dénégation et le glissement vers un système mondial de communication homogène où le commerce remplace le public, et où le citoyen est redéfini comme un consommateur⁴⁹. »

⁴⁶ RABOY, Marc. *Les médias québécois : presse, radio, télévision, inforoute*. Éditions G. Morin (2^e édition), Montréal, 2000, pp. 75-77.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ LEWIS, op. cit., p.17.

⁴⁹ RABOY, Marc. " L'économie politique des médias et le nouvel espace public de la communication ", in *Communication publique et société*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, 1991, p. 183-213.

Ainsi, le système mondial de communication répond aujourd'hui à la logique du marché au détriment des visées idéologiques. L'un des plus importants supports de l'opinion publique se retrouve donc entre les mains d'un groupe de plus en plus restreint de conglomérats. Dans cette optique, la presse alternative fait cavalier seul devant la concentration. Elle est reléguée à l'arrière plan de la scène de l'information et ne peut compter sur le soutien des médias de masse. Ceux-ci ont le monopole et en profitent même pour suggérer insidieusement une ligne de pensée. « Ainsi, pendant qu'elles informent et divertissent, les grandes sociétés médiatiques s'approprient l'expérience collective et la culture populaire d'une communauté donnée⁵⁰. »

En fait, comme nous le fait remarquer Raboy :

« le problème de la propriété dépasse en réalité largement la question de la concentration, car ce qui est surtout en cause ici, c'est le fait que les médias, qui appartiennent tous, à quelques exceptions près, aux représentants d'une classe sociale transnationale de plus en plus puissante dans tous les secteurs du marché mondial, sont totalement soustraits à quelque autorité ou à quelque réglementation que ce soit. Seules les lois du marché prévalent en ce domaine⁵¹. »

Dure constatation en ce qui a trait au contrôle étatique. Les médias doivent en principe garantir l'expression de la diversité des points de vue, et défendre les intérêts des citoyens. Le seul secteur qui semble maintenir la tête au-dessus de ces considérations de profits, même s'il traîne la patte au point de vue financier, c'est celui de la presse alternative. En raison de sa structure organisationnelle et de son contenu axé vers les conditions sociales, les médias alternatifs offrent une solution de rechange. Mais, alors que les médias conventionnels gèrent et génèrent des revenus, les médias parallèles vivent au gré des abonnements et des maigres subventions distribuées par un gouvernement pourtant très généreux envers les médias de masse.

Concentration de la presse québécoise

Pour la petite histoire, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un grand nombre d'entreprises du secteur des médias sont disparues, au Québec comme au Canada, au profit de grandes sociétés. Celles-ci n'ont souvent rien en commun avec les médias. Dans ces conglomérats, l'information n'est qu'un produit parmi tant d'autres. Le meilleur exemple, Power Corporation, qui était à l'origine propriétaire de deux grandes compagnies de transport, a acquis au fil des ans quotidiens, hebdomadaires, stations de radio et de télévision.⁵²

⁵⁰ RABOY, (2000), op. cit., p. 90.

⁵¹ Ibid., p. 91.

⁵² Ibid., p.78

Les médias parallèles, secteur non commercial et non étatique constituent la seule issue face à la montée progressive du monopole. En 1967, le journal *La Presse* fut vendu à l'homme d'affaires Paul Desmarais qui avait acquis quelques années auparavant trois quotidiens locaux : le *Nouvelliste*, la *Voix de l'Est* et la *Tribune*. Il était le premier baron financier de la presse au Québec. Pourtant, il ne nourrissait nullement un intérêt prononcé pour la presse. C'est le potentiel économique de l'information qui l'a incité à faire l'acquisition de multiples journaux.

Le spectre de la concentration et la menace à la liberté d'expression et au pluralisme d'opinion allait dès lors peser lourd sur le secteur de la presse québécoise. D'autant plus que, au tournant des années 1970, la conjoncture économique étant défavorable à plusieurs éditeurs de journaux indépendants, plusieurs titres anglais et français furent mis aux enchères. Les sociétés riches en profitèrent pour mettre la main sur quelques-unes de ces publications indépendantes. En 1980, trois groupes se retrouvaient à se partager le marché québécois de la presse francophone : Power Corporation, Québecor et Unimédia, tous absents de la scène médiatique 15 ans auparavant. Une situation semblable se dessinait à la même époque dans le reste du Canada, avec les groupes Southam et Thompson qui dominaient le marché de la presse anglophone.⁵³

Ainsi, depuis une trentaine d'année, tous les quotidiens publiés au Québec, à l'exception du journal *Le Devoir*, sont passés entre les mains de trois groupes : Québecor, Hollinger et Power Corporation. « En 1998, Quebecor possédait 38,4% du tirage quotidien, Hollinger 30,8% et Power Corporation 27,8%. La presse dite indépendante (*Le Devoir*) s'en tirait avec un maigre 3% du marché⁵⁴. »

Le débat sur la concentration de la presse reprend de plus belle au Québec. D'autant plus que Conrad Black, qui contrôle Hollinger, a annoncé en avril 2000 qu'il était prêt à se départir de la moitié de ses journaux.

« Le milliard de dollars qu'il espère récolter, si cette vente se concrétise, servira, d'une part, à éponger une partie de sa dette de plus de deux milliards et demi, puis à racheter des actions de Hollinger pour en faire augmenter la valeur. Du même coup, Conrad Black se disait ouvert à des alliances ou des partenariats, pour mieux profiter de l'engouement pour Internet⁵⁵. »

Pour le moment, Power Corporation et Québecor se disputent les journaux de Conrad Black, qui possède « 77 quotidiens et 302 périodiques dont il a récemment

⁵³ Raboy, (2000), op. cit., p. 82-83

⁵⁴ BÉDARD, Grégoire. « La presse alternative au Québec : un état des lieux », in *Ao ! Espaces de la parole*, vol. VI, no. 1, hiver/printemps 2000, p. 47.

⁵⁵ CLOUTIER, Yvan. « Hollinger et Thomson vendent leurs journaux » in *Le 30*, vol. 24, no. 6, juin 2000, p. 8.

annoncé la vente, sauf pour ses plus importants tels le National Post, le Daily Telegraph (Londres), etc⁵⁶.»

Nouvelle étape dans la marche à la concentration au Québec, l'acquisition de Vidéotron par Québecor. Cette dernière entreprise se retrouve ainsi propriétaire à la fois d'un grand journal, Le journal de Montréal, et d'un grand poste de télévision, TVA. Pierre-Karl Péladeau, à la tête de Québecor, aurait déclaré : « que c'était aux journalistes de s'assurer que la liberté de presse et l'indépendance des salles de nouvelles soient respectées⁵⁷. ».

Face à ces alliances horizontales, la presse alternative doit-elle réagir avec les mêmes armes ? C'est-à-dire créer des alliances stratégiques tout en s'assurant de respecter les limites de la démocratie et de ne pas porter atteinte à la liberté d'expression.

Mondialisation... au profit de la société civile

Les partisans des médias alternatifs commencent à étendre leur argumentation à un niveau plus mondial pour résister à l'internationalisation de l'économie et de la sphère financière. Collés au contexte social, politique et économique dans lequel ils évoluent, les mouvements sociaux se doivent d'actualiser leurs interventions et de s'adapter au nouveau climat mondial pour s'étendre, sinon survivre.

« Au niveau international, nous assistons aujourd'hui au début d'une contre-offensive à la suite d'une longue période de doutes, de marche arrière et de destruction des forces alternatives⁵⁸. »

La résistance semble passer de plus en plus par la création de réseaux ou de regroupements d'associations locales, régionales et nationales, qui proposent de mettre en commun les ressources des différents partis.

« Si le terme "mondialisation" est traditionnellement mobilisé par les milieux économique-financiers, il peut l'être aussi, il doit l'être aussi par les groupes sociaux constitutifs de la société civile. Certes, l'échelle de l'exercice de la citoyenneté demeure encore essentiellement nationale, mais la naissance de nouveaux acteurs émergents, susceptibles de contribuer à moyen terme à la

⁵⁶ ROY, Jean-Hugues. " Médias. Portrait des géants ", in Le 30, vol. 24, no. 7, juillet-août 2000, p. 28.

⁵⁷ COLLARD, Nathalie. « Concentrons-nous, SVP! », in Voir, vol. 14, no. 38, du 21 au 27 septembre 2000, p.18.

⁵⁸ " Manifeste du réseau de résistance alternative " (collectif), in Ao ! Espaces de la parole, hiver/printemps 2000, p. 4.

formation d'une véritable société civile à l'échelle mondiale, est très intéressante à suivre⁵⁹. »

Les mouvements de gauche n'en veulent donc pas tant à la mondialisation comme telle qu'à une « certaine vision de la mondialisation prônée par des institutions comme la Banque Mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et justement l'OMC⁶⁰. »

Comme nous le verrons au prochain chapitre, la mondialisation via Internet sert maintenant les intérêts des mouvements alternatifs et permet la mobilisation massive de différents groupes sociaux.

⁵⁹ GEORGE, Éric. “ Résister d'accord, mais contre quoi et pourquoi ? ”, in Ao ! Espaces de la parole, hiver/printemps 2000, p. 11.

⁶⁰ Ibid., p. 11.

Chapitre IV : La presse alternative sur Internet

L'Internet au service de la mobilisation

Depuis l'avènement d'Internet, les appels à la mobilisation semblent trouver un écho favorable à l'échelle mondiale. Mieux encore, la résistance connaît un succès qu'on n'avait pas observé depuis longtemps. Dans un article intitulé « Internet : nouvelle tribune planétaire. La cyber-résistance s'organise », Monique Fréchette du cybermédia *L'itinérant électronique* observe que le succès des grandes manifestations de Seattle lors du Sommet de l'OMC en décembre 1999 ne serait pas étranger au développement des réseaux de contacts mondiaux via l'Internet. « Depuis l'avènement de l'Internet, note-t-elle, les activistes possèdent un atout majeur pour valider l'information véhiculée par les grands réseaux médiatiques. Le citoyen a, à présent, l'opportunité de se référer aux sources des organisations sur leur site Web et leur liste de diffusion par courrier électronique⁶¹. »

Ainsi, des réseaux de solidarité mondiale prennent vie sur le Net, encouragés par le fait que les coûts de lancement d'un site ou d'un organe d'information virtuel sont presque nuls. « Parce qu'elle diminue les coûts, la révolution technologique dans les médias contribue à donner la parole aux sans voix, hors du contrôle des puissances publiques et privées⁶². »

L'Internet donne donc plus de pouvoir aux opinions publiques et élargit le champ de la liberté d'expression à travers des forums, des analyses, des articles, des cybermagazines, bref, tout un éventail d'information disponible sur les différents sites. Citons en exemple le cybermagazine *Algeria Interface*, en ligne début 1999, qui publie en toute "impartialité" des informations sur l'actualité algérienne. « Internet nous a permis d'exister, estime l'un de ses fondateurs. Il est probable que sans ce média, notre projet n'aurait pas encore abouti⁶³. »

Plusieurs organisations, lors de grands mouvements-événements de contestation comme à Seattle, fournissent des comptes-rendus quotidiens via leur site Web et donnent un autre son de cloche du déroulement des activités. C'est ce que s'appête à faire le Centre des médias alternatifs au Québec, mis sur pied par le réseau *Alternatives*, en vue de l'événement Québec 2001. Le projet vise « à alimenter les médias québécois indépendants, étudiants et même à grand tirage avec de l'information alternative sur la ZLEA, la mondialisation et la mobilisation. » (citation tirée

⁶¹ FRÉCHETTE, Monique. " Internet : nouvelle tribune planétaire. La cyber-résistance s'organise ", in *Ao ! Espaces de la parole*, hiver/printemps 2000, p. 27.

⁶² Kohut, John. "Technologie et liberté", in *Le Courrier de l'UNESCO*, février 2000, p. 18.

⁶³ MALTI, Djallal. "Algérie :l'indépendance de la presse par le Net", in *Le Courrier de l'Unesco*, février 2000, pp. 29-30.

du document, remis lors de la réunion du comité provisoire d'Altermédia, par Michel Lambert). Le site du CMAQ sera en ligne d'ici octobre⁶⁴ et se veut en quelque sorte le pendant des sites d'Indy Media, créés dans le but de contester la Ronde du Millénaire de l'OMC à Seattle et mobiliser les forces de la société civile.

On remarque ainsi un désir de mobilisation du côté de la presse alternative québécoise, qui passerait par des actions concrètes – celles entre autres de créer une base de données sur la ZLEA, d'informer sur les activités de toutes tendances organisées en marge du sommet officiel, de permettre aux utilisateur-es de mettre en ligne leurs documents en liens avec le sommet, et de proposer une série d'actions pour impliquer les citoyens dans la démarche.

Le but visé est de susciter les débats et la participation citoyenne autour d'un événement mondial qui, autrement, ne connaîtrait pas de résistance. L'exercice réel de la démocratie est ainsi assuré et la presse alternative prend ici toute sa signification de volonté de changement social et de mobilisation. La théorie devient pratique, les idées se font actions. Ce qui nous amène à dire, à l'instar de Monique Fréchette, que « le cyberspace n'est pas un lieu inerte, qui se contente d'informer ou de dénoncer, mais un lieu qui incite à l'action citoyenne⁶⁵. »

Mais l'Internet reste pour l'instant un lieu privilégié auquel a accès moins de 3 % de la population du globe. Comme nous le rappelle José Saramago du Monde Diplomatique, « L'immense majorité de nos frères humains ignorent jusqu'à l'existence de ces nouvelles technologies⁶⁶. » L'Internet demeure donc l'apanage des économes à revenus élevés et, de tous les médias, celui pour lequel le fossé Nord/Sud est le plus large.⁶⁷

De plus, l'internaute se trouve inondé d'informations qu'il peut difficilement trier. En effet, en l'absence d'indicateur, comment reconnaître l'information sérieuse de l'imposture ? Le consommateur doit donc rester très vigilant face aux sources relevées sur Internet et faire systématiquement une contre vérification de ces informations.

Les journaux communautaires et Internet

Les journaux communautaires sur Internet peuvent-ils être membres de l'AMECQ ? Cette question, posée par le secrétaire de l'AMECQ à tous les panélistes présents lors du colloque Lizette-Gervais du 12 mai dernier, a récolté la réponse suivante : « ce serait une erreur de ne pas les accepter ». L'AMECQ compte donc

⁶⁴ Adresse du site : <http://cmaq.net>

⁶⁵ Ao ! hiv, print 2000, " Internet : nouvelle tribune planétaire. La cyber-résistance s'organise ", p. 28.

⁶⁶ Saramago, José. " À quoi sert la communication ? ", in Le Monde Diplomatique, déc. 1998, p. 26.

⁶⁷ Le Courrier de l'UNESCO, "Le boom mondial des médias" février 2000,p. 20.

débattre sérieusement de cette question. Dans un même ordre d'idées, Julie Rhéaume de Droit de parole signe un article intitulé : « La presse communautaire peu présente sur le Web ». Elle note entre autres que « des 90 membres de l'AMECQ, à peine une douzaine jouissent d'une présence sur Internet ».

Ce type de besoin serait-il aussi secondaire que certains le supposent ? Plusieurs artisans avancent l'hypothèse que leur situation de survie ne leur laisse pas le loisir, ni les moyens de se brancher à Internet. Ils prétendent aussi que la diffusion de l'information des localités via Internet n'est pas nécessaire. Cependant, l'information est utile et intéressante à tous ceux qui veulent prendre le pouls d'une région éloignée. Seul Internet permet d'accéder à toutes ces données à distance, rapidement. D'ailleurs, à ce chapitre, l'AMECQ a lancé l'initiative d'insérer sur ses pages Web « Le Québec des régions », où l'on retrouve des articles de différents journaux à travers le Québec. Ces pages sont consultées de plus en plus, soit 450 visiteurs par mois, selon les derniers relevés. L'intérêt y est donc. Selon l'AMECQ, il s'agit d'un excellent outil promotionnel pour le journalisme communautaire.

Yvan Noé Girouard de l'AMECQ rappelle cependant une réalité : il a fallu près de 10 ans aux journaux communautaires pour prendre le virage informatique. Alors soyons patients pour le prochain virage, Internet s'entend. L'édition papier requiert déjà tout le temps des artisans pour voir le jour. L'édition en ligne nécessitera un certain temps d'adaptation. Malgré ces petites contraintes, il est impératif que les journaux communautaires prennent le virage Internet. C'est la meilleure façon pour eux de s'adapter au nouveau paysage médiatique. Selon Paule Beaugrand-Champagne, directrice du Journal de Montréal, « un journaliste qui ne se sert pas du Net est un journaliste mort car Internet constitue l'avenir pour les futurs journalistes. » (propos tenus lors du colloque Lizette-Gervais) Les journaux communautaires ont donc intérêt à s'appropriier un médium qui leur sera doublement utile, soit pour la recherche et la visibilité du journal.

Le hic réside encore du côté du financement. Les journaux communautaires ont déjà des difficultés à assurer la survie de leur édition papier. Le MCCQ devrait en prendre bonne note. Il semblerait que le programme Volnet (Industrie Canada) permette déjà aux organismes communautaires d'obtenir un ordinateur à faible coût, de la formation et le branchement gratuit à Internet pour un an. Mais la présence sur le Net doit également être favorisée. Le MCCQ devrait créer des programmes spécifiques relatifs à l'inforoute.

Quant à l'AMECQ, elle se dit favorable à la présence en ligne de ses membres. Elle offrira d'ailleurs un atelier sur la conception de sites Web lors de son prochain congrès en 2001. Les membres sont favorables à 50 % de voir aborder la conception d'un site Web dans les prochains fascicules de l'AMECQ. L'intérêt pour Internet est une fois de plus démontré. Les mentalités évoluent vite au sein du monde journalistique, qu'il soit de masse ou alternatif.

Chapitre V : les subventions du MCCQ

Le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) dispose d'un programme de soutien aux médias communautaires. Ce programme vise à « favoriser l'accessibilité et la participation aux médias communautaires, améliorer l'offre d'information locale et régionale et contribuer à la promotion de la langue française⁶⁸. »

Pour l'année 1999-2000, des subventions ont été allouées à 24 journaux membres de l'AMECQ, allant de 700 à 11 000 dollars. L'AMECQ a reçu quant à elle une subvention de 25 000\$ afin de réaliser de formation sur mesure en informatique adaptée aux besoins particuliers des journaux.

Pour l'année 2000-2001, le budget a été révisé à la hausse, mais les conditions d'admissibilité restent sensiblement les mêmes que celles des années antérieures. Ainsi, la diffusion sur Internet n'est pas admissible. Les journaux doivent être en opération depuis au moins un an et avoir publié au moins 8 numéros au cours de la dernière année. Ils doivent également contenir un minimum de 40 % d'information locale et régionale. Le contenu rédactionnel original doit également occuper un minimum de 20 % du journal. Ne sont pas admissibles les journaux de fabriques, les journaux municipaux, les journaux thématiques, les bulletins d'organismes ni les publications s'adressant à des clientèles particulières.

Ainsi, des journaux comme Recto Verso, le Tour d'y Voir et L'Itinéraire sont écartés du programme. C'est dire que les organismes qui produisent et diffusent de l'information qui contient de l'information nationale, en plus de l'info régionale et locale, se voient pénalisés. Le ministère aurait intérêt à réviser sa politique de subvention pour l'étendre aux publications qui ont une vision plus large et qui dépassent le cadre de la communauté immédiate.

Le 14 juin dernier, la ministre de la Culture et des Communications, Agnès Maltais, a annoncé qu'une somme additionnelle de 400 000 \$ serait consentie aux médias communautaires pour l'année 2000-2001, faisant passer leur budget total à 2,4 Millions \$. Selon une agente du MCCQ, le 400 000 \$ additionnel proviendrait des surplus des autres ministères. Il est donc ajouté de façon ponctuelle pour l'année en cours.

Cette somme supplémentaire se traduit en termes concrets par l'accès à un financement de base aux journaux communautaires ou volet fonctionnement de base, en plus d'un volet projet. Ce nouveau PAMEC répond à une demande prioritaire du milieu exprimée lors des assises régionales tenues en mai-juin par le MCCQ l'an dernier (1999).

⁶⁸ PAMEC, <http://www.mcc.gouv.qc.ca/pubprog/aidefonc.htm>

Voici le bilan des subventions allouées aux médias communautaires (PAMEC 2000-2001) : 1,65 Million pour les radios, 650 000 \$ pour les journaux et télévisions, dont 250 000 \$ pour les journaux. On observe une grande disproportion en faveur des radios.

Historique des subventions reçues au cours des quatre dernières années⁶⁹ :

- 1999-2000 : 119 619 \$
- 1998-99 : 95 010 \$
- 1997-98 : 89 130 \$
- 1996-97 : 121 630 \$

Le PAMEC 2000-2001 prévoit attribuer environ 250 000 \$ aux journaux communautaires, une contribution plus de deux fois plus élevée que celles des quatre dernières années.

⁶⁹ MCCQ, « Bilan : PAMEC 1999-2000 », document reçu par fax de la Direction des médias et des télécommunications.

Chapitre VI : médias alternatifs retenus pour l'étude sur la presse alternative au Québec

Méthodologie

L'étude sur la presse écrite alternative présentée ci-haut ne pourrait être complète sans le concours direct des médias dits alternatifs, tant au Québec que sur la scène internationale. Nous proposons donc une liste provisoire de médias qui méritent à notre sens une monographie. Chacune de ces monographies nous permettrait d'enrichir la recherche théorique par une recherche menée sur le terrain.

Le choix des médias alternatifs a été fait en fonction :

- du tirage : sont retenus ceux qui ont une présence significative dans la communauté qu'ils desservent ou qui sont tirés à 1000 exemplaires et plus.

* seul Le Tour d'y Voir tirent à moins de 1000 exemplaires mais il a été retenu parce qu'il rejoint 15 personnes environ par organismes (au nombre de 300) : $15 \times 300 = 4500$ personnes.

- de la fréquence de parution (minimum 4 numéros par année) ;

* Les médias retenus sont pour la plupart des mensuels ou des bimensuels. À l'exception du Tour d'y Voir, seul quotidien dans le lot des journaux communautaires.

- de la qualité des textes et de la présentation, et de leur notoriété (choix subjectif) ;

- de leur ligne directrice, sont retenus seulement ceux :

- qui ont une vocation communautaire ;
- qui ont à cœur le bien-être de la collectivité ;
- qui ont une conscience sociale, politique ou économique.

- de leur caractère informatif, généraliste (dossiers couvrant tant les nouvelles locales que nationales et internationales).

- de leur caractère engagé, revendicateur et dénonciateur, ayant un désir de changement et de justice sociale :

- de leurs revenus publicitaires (en provenance d'organismes, du secteur public et privé) ;

- de la rentabilité et la capacité d'embauche : *Le Haut St François* ainsi que tous les médias sélectionnés Hors Québec.
 - Nous avons tenté d'inclure dans cette liste certaines publications qui utilisent les nouvelles technologies comme moyen de production et de diffusion (fax, courrier électronique, site Internet) : ex : *Le Tour d'y Voir* (envoyé par fax et courriel) et *Societas Criticus* (revue électronique, envoyée par courriel).
- * La mention " étoile " signifie que le journal est membre de l'AMECQ.
- ☐ La mention " flèche " indique que le journal est un incontournable pour la recherche.

Les médias alternatifs retenus

Au Québec

- **Alternatives** (tabloïd mensuel, tiré à 100 000 exemplaires)

Réseau d'action et de communication pour le développement international. Incéré dans le journal Voir. Le réseau *Alternatives* est en train de mettre en ligne le CMAQ, le Centre des médias alternatifs du Québec en vue de l'événement Québec 2001. Rappelons que la ville de Québec sera l'hôte du Sommet des Chefs d'État des Amériques dans le cadre du processus de création de la Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLEA), du 20 au 22 avril 2001. Ce Centre des médias alternatifs consistera en un lieu d'échange sur Internet où tous les journalistes, chercheurs indépendants, étudiants, etc. pourront proposer une pluralité de points de vue autour du Sommet.

<http://www.alternatives-action.org>

- **Ao ! Espaces de la parole** (magazine semestriel, 3 numéros / année, tirée à 500 exemplaires, prix : 6,95\$)

AO! Espace de la parole est une "revue québécoise d'analyse et de critique sociale". La revue d'une soixantaine de pages est soucieuse de sa qualité graphique et de son contenu rédactionnel. Elle a procédé à l'hiver 1999 au recensement des médias alternatifs du Québec dans la banque de données "Alter média". Elle est l'initiatrice du premier Colloque sur la presse alternative québécoise qui s'est tenu à Drummondville à la mi-octobre 1999 (le deuxième Colloque aura lieu en octobre 2000). La revue occupe une place de plus en plus importante dans la presse progressiste et prévoit augmenter son tirage.

<http://www.ao.qc.ca>

- **Aut' Journal L'** (tabloïd mensuel gratuit, tiré à 20 000 exemplaires)

L'Aut' journal est un journal indépendant, ouvrier et populaire. Il est publié au Québec à tous les mois par le collectif du journal depuis 1984. Il est publié par les Éditions du Renouveau Québécois. Caractéristiques : tirage important, engagé.

<http://www.microtec.net/~autjour/>

- **Couac Le** (format métré, mensuel, prix ?)

“Le Couac” est un journal satyrique. Le premier numéro a paru en 1997. (à compléter)

<http://www.lecouac.net>

- ***Droit de parole** (tabloïd bimestriel gratuit, tiré à 15 000 exemplaires)

Le journal communautaire *Droit de parole* a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. Les principaux thèmes abordés : les conditions de vie des gens du centre-ville; l'actualité locale et municipale; les femmes; les jeunes; les aînés; l'aide sociale; le chômage; le logement; la consommation; les ressources communautaires; l'environnement et bien d'autres encore. Fondé à Québec en 1974. Caractéristiques : tirage important, engagé, préoccupations sociales.

<http://www.oricom.ca/communicationsbasse-ville>

- ***Entrée Libre** (tabloïd bimestriel gratuit, tiré à 9000 exemplaires)

Journal communautaire de Sherbrooke. Caractéristiques : engagé, préoccupations sociales.

- ***Gazette populaire La** (tabloïd mensuel gratuit, tiré à 71 000 exemplaires)

Publication communautaire dirigée par des bénévoles de la région, indépendante de tout groupe de presse. Caractéristiques : tirage très important, préoccupations sociales, éditorial.

courriel :

gazette.populaire@nal.qc.ca

- ***Haut Saint-François Le** (tabloïd gratuit publié aux trois semaines, tiré à 10 000 exemplaires)

Journal régional communautaire du Haut St-François. Caractéristiques : tirage important, rentabilité et capacité d'embauche.

<http://www.microtec.net/jourhsf/index.htm>

- **Humaniste combattant L'** (3 à 4 numéros / années, tirés de 500 à 1000 exemplaires)

L'humaniste combattant tente de valoriser, dans le cadre de la société québécoise, par la culture et par des prises de position politique, l'égalité des personnes. La revue favorise la publication de courts textes (4 à 6 feuillets).

<http://www.collanaud.qc.ca/jol/Philosophie/humaniste.htm>

- ***Itinéraire L'** (magazine mensuel, prix : 2\$, tiré à 17 000 exemplaires)

Journal de rue, entreprise de réinsertion qui offre une expérience de travail aux gens de la rue. Fondé en 1992, destiné alors aux gens en difficultés et offert gratuitement dans les services d'aide et maisons de chambres. Depuis 1994, vendu régulièrement dans la rue. Issu du Groupe communautaire L'itinéraire, organisme à but non-lucratif. Caractéristiques : actions communautaires, préoccupations sociales, tirage important.

<http://itineraire.educ.infinet.net/francais/Groupeitineraire/journal/journalfr.html>

- **Jumelé Le** (tabloïd trimestriel gratuit, tiré à 10 000 exemplaires)

Tribune libre du Réseau jumelage interculturel, regroupement d'organismes d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants, comité membre de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes. Caractéristiques : multiethnique, préoccupations sociales.

<http://vitrine-sur-montreal.qc.ca/carrefour/jumelage>

- **Mouton Noir Le** (format métro bimestriel, tiré à 11 000 exemplaires. Gratuit dans la région du Bas St Laurent et de la Gaspésie. Ailleurs au Québec : 1,50\$)

Journal d'opinion et d'information de Rimouski. Actualité, opinions, chroniques, lettres ouvertes, critiques de disques, livres, ciné-vidéo, bédé. Existe depuis 1995. A une équipe de correspondants en région un peu partout au Québec. Caractéristiques : engagé, préoccupations sociales, tirage important.

<http://www.moutonnoir.com>

- ***Place publique** (tabloïd mensuel gratuit, tiré à 25 000 exemplaires)

Place publique est publié avec le support de la SODECM et grâce à la collaboration de bénévoles de la communauté. Le journal est un véhicule d'information destiné à faire connaître la communauté, à susciter la réflexion et la discussion ainsi qu'à encourager l'action sur le présent et l'avenir. Pour ce faire, il est guidé par l'écologie sociale.

<http://www.cam.org/~placepub/>

- **Rebelles** (format métro, prix : 2,95 \$, 4 numéros par année, tiré à 2 500 exemplaires)

Le journal Rebelles a pour objectif d'offrir un espace autonome de regroupement et d'expression critique par la publication d'un journal. Il a pour objectif de poser un regard sur l'actualité et la société qui s'inscrit dans le courant socialiste et libertaire sans

proposer de programme politique précis ou de positions figées et en tentant d'éviter le dogmatisme.

- ***Recto Verso** (magazine bimestriel gratuit, tiré à 100 000 exemplaires)

Anciennement Vie Ouvrière, le journal a été fondé en 1951. Il vise à fournir des éléments de compréhension des enjeux sociaux, à mieux saisir les rapports de force, à favoriser la prise de conscience et l'action des citoyens(nes). C'est autour de ce projet que se réunissent des personnes de toutes appartenances : groupes communautaires, syndicats, institutions religieuses, etc.

<http://www.mlink.net/~vo>

- **Societas Criticus** (revue électronique gratuite, distribuée par courriel sous forme de fichier)

Revue de critique sociale et politique qui critique " tout ce qui mérite d'être critiqué, que ce soit de droite ou de gauche. On n'est pas idéologique, mais critique et, parfois, cynique ! " Sa particularité est d'être diffusée uniquement par courriel. Les internautes peuvent s'abonner en contactant les animateurs de la revue par courrier électronique. Cette revue est le fruit de ses deux créateurs, Michel Handfield et Gaétan Chênevert. Les textes soumis peuvent être acceptés " à condition que l'auteur accepte qu'on puisse aussi débattre de son idée ". Les créateurs se disent pour l'avancement des idées par les débats.

<http://www.homestead.com/societascriticus>

- ***Tour d'y voir Le** (bulletin numérique quotidien, prix : 120\$ pour 222 numéros, envoyé auprès de 300 organismes, rejoignant environ 15 personnes chacun)

Le Tour d'y Voir est un bulletin communautaire qui a été créé spécialement dans le but de permettre à tous les groupes communautaires du Québec de recevoir quotidiennement soit par télécopieur ou via le réseau Internet, des informations relatives à la conjoncture politique, économique et sociale du développement communautaire actuel. Sa première parution date du 16 avril 1997.

<http://www.tdv.qc.ca>

Au Canada

- **Canadian Dimension** (Manitoba, magazine bimestriel)

Canadian Dimension is a magazine which shows there is an alternative to the corporate agenda and the dictates of the global market; that the dream of a better society is still alive. It provides a forum for debate, where red meets green, feminists take on socialists, socialists take on social democrats, whites hear from aboriginals, activists report from all corners of Canada, trade unionists report from the front lines, campaigns make connections, and the latest books, films, web sites, CDs, and videos are radically

reviewed. Canadian Dimension draws on the best writers on the Left, both familiar and fresh.

<http://www.canadiandimension.mb.ca/~cdol/>

➤ **Adbusters** (Colombie-Britannique, magazine)

ADBUSTERS is dedicated to reinventing the outdated paradigms of our consumer culture and building a brave new understanding of living. We relish all truly political materials, whether they be scholarly probes into the decline of civilization, environmental forays into the forests, sci-fi carpet rides into cyberspace or humorous spoofs about commercial culture. More than anything, we seek compelling ideas that further the critical perspective and offer - at the same time - activist solutions. Our language is culture jamming: the new activism. Our audience is global. With subscribers in 30 countries, our circulation is approaching 60,000. We are neither left nor right, but straight ahead. Many of our readers are serious activists on the academic, entrepreneurial, environmental and communications fronts.

<http://www.adbusters.org/magazine>

Aux États-Unis

➤ **Mother Jones** (magazine bimestriel, prix : 4.95 \$)

Magazine d'investigation et d'idées pour les penseurs indépendants. Des articles provocateurs et surprenants informent les lecteurs et appellent à l'action à travers des changements sociaux positifs. Sur un ton coloré et personnel, Mother Jones défie la sagesse conventionnelle, dénonce les abus de pouvoir, aide à redéfinir les problèmes les plus têtus et offre des solutions neuves.

<http://www.motherjones.com>

➤ **Dissent**

Independent social ideas

Magazine politique, culturel et d'opinions, pour les esprits indépendants.

<http://www.dissentmagazine.org>

➤ **The Nation**

Journal d'opinion, commentaires sur la politique, la culture, les livres et les arts.

<http://www.thenation.com>

➤ **Z Magazine**

A community of people concerned about social change

Périodique mensuel politique

<http://www.zmag.org>

Alternative Press Center

APC is “a non-profit collective dedicated to providing access to and increasing public awareness of the alternative press ”.

<http://www.altpress.org/index.html>

Association of Alternative Newsweeklies

<http://aan.org>

Association for Progressive Communications

<http://www.apc.org>

Angleterre

- **Peace News** (à compléter)

Nonviolence and social empowerment (écrit par des activistes)

Peace News cherche à créer des liens entre les différents mouvements du monde entier qui se battent pour un changement social radical à travers des gestes non-violents.

<http://www.gn.apc.org/peaceneeds/>

Belgique

- **Alternative libertaire**

Journal mensuel indépendant franco-belge de débats et de critique sociale

<http://users.skynet.be/AL/presente.htm>

- **C4**

France

La Grande Relève

Mensuel de réflexion socio-économique vers l'économie distributive

<http://perso.wanadoo.fr/grande-releve/>

- **Marianne** (Hebdomadaire français (environ 2\$), tiré à 212 000 exemplaires)

Trois ans d'existence, donne un son de cloche humaniste, une nouvelle voix, magazine d'infos, d'opinion et d'analyse.

<http://www.marianne-en-ligne.fr>

Conclusion

Le virage entrepris par la presse alternative, celui de mettre en commun les ressources disponibles, doit se poursuivre au-delà des divergences d'opinion exprimées. Les idées avancées par plusieurs artisans de la presse parallèle concernant la mise sur pied d'une Agence de presse alternative et d'un Réseau de solidarité entre les médias alternatifs doivent trouver un prolongement concret dans l'intérêt de tous.

Les moyens financiers à la disposition de la presse écrite alternative sont limités. Pour le moment, le MCCQ ne compte pas investir dans le secteur des journaux progressistes. Seuls les journaux communautaires peuvent bénéficier d'un programme taillé sur mesure (PAMEC) et jouir d'une enveloppe plus substantielle pour l'année 2000-2001. Mais encore là, la somme reste dérisoire, aux dires des membres de l'AMECQ.

Les défis de la presse alternative du XXI^e siècle sont immenses. Avec un minimum de ressources, elle doit faire face aux médias de masse qui ne connaissent aucune limite dans leur efforts de concentration. Le paysage médiatique québécois est façonné par trois conglomérats : Québecor, Hollinger et Power Corporation. Comment la presse alternative pourra-t-elle réussir à faire le contrepois de ces mastodontes ? Possiblement en usant des mêmes armes : la concentration de ses ressources et la mobilisation de ses adeptes via différents approches, dont celle misant sur une utilisation judicieuse du Net.

Bibliographie et sources

Monographies

BALLE, Francis. *Les médias*. Flammarion, Paris, 2000, 128 pages.

BALLE, Francis. *Médias et société*. Éditions Montchrestien, Coll. “ Domat politique ”, Paris, 1999, 811 pages.

CENTRE ST-PIERRE. *Les médias communautaires au Québec : état de la situation et pistes d'avenir*. Étude réalisée pour le Ministère de la Culture et des Communications du Québec, sous la direction de Claude Champagne, août 1999.

FILION, Anne. *Presse alternative et phénomènes de contrôle dans les médias traditionnels au Québec : une analyse descriptive*. Rapport de stage comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, UQÀM, août 1981, 266 pages.

GAUVREAU, Claude. *De mainmise à voir : l'évolution de la presse alternative au Québec (1970-1990)*. Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en communication, UQÀM, juin 1992, 245 pages.

GINGRAS, Anne-Marie. *Médias et démocratie : le grand malentendu*. Les Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, 1999, 237 pages.

LEWIS, Peter. *Les médias alternatifs : entre les réseaux planétaires et la vie locale*. UNESCO, Coll. “ Études et documents sur la communication ”, no 107, Paris, 1995, 148 pages.

PELLETIER, Jacques. *La gauche a-t-elle un avenir ? Écrits à contre-courant*. Éditions Nota Bene, Coll. “ Interventions ”, Québec, 2000, 235 pages.

RABOY, Marc. *Les médias québécois : presse, radio, télévision, inforoute*. Éditions G. Morin (2^e édition), Montréal, 2000, 409 pages.

ROSANVALLON, Pierre. *La nouvelle question sociale, repenser l'État providence*, Éditions du Seuil, Paris, 1995.

RUPELLAN, Denis et THIERRY, Daniel. *Journal local et réseaux informatiques. Travail coopératif, décentralisation et identité des journalistes*. L'Harmattan, 1998, 207 pages.

SÉNÉCAL, Michel. *L'espace médiatique. Les communications à l'épreuve de la démocratie*. Éditions Liber, Montréal, 1995, 255 pages.

TRUDEL, Lina. *La population face aux médias*. Institut canadien d'éducation des adultes, VLB éditeur, Montréal, 1992, 223 pages.

TRUDEL, Lina. *L'information en question*, Vidéo VHS, 1989. (Les problèmes des médias en région éloignée).

Union française des centres de vacances et de loisirs. *Et la presse associative ?* Centre national d'art et de culture Georges Pompidou / CCI, Paris, 1984, 79 pages.

Articles

Les années 80' et la presse alternative

COMEAU, Yvan. " Pour un hebdomadaire de gauche au Québec ", in *Possibles*, vol.13, no. 3, été 89, pp. 75-84.

TOUPIN, Louise. " Est-ce qu'il nous faut un média de masse à tout prix ? ", in *ICEA*, vol. 7, no. 6, mars-avril 85, pp. 3-7.

VENNAT, Pierre. " Les difficultés de l'information alternative ", in *La Presse*, 12 avril 1986, p. B2.

Presse alternative et exemples pratiques

ALBERT, Michel. " Qu'est-ce qui rend alternatif les médias alternatifs ? ", in *Z* magazine, juin 97, <http://www.lbbs.org/ZMag/articles/albertoct97.htm>

Ao ! Espaces de la parole, vol. V, no. 1, hiver/printemps 1999.

Ao ! Espaces de la parole, vol. VI, no. 1, hiver/printemps 2000.

BAILLARGEON, Normand. " Les défis des médias alternatifs : une invitation au dialogue ", in *Ao ! Espaces de la parole*, Vol. VI, no. 1 (hiver/printemps 2000), pp. 50-51.

BEAULIEU, Michel, " La presse alternative au Québec (1,2,3) ", in *Le Soleil*, 31 mars, 2 avril et 3 avril 1984. (Dossier sur la presse alternative au Québec en trois parties).

BÉDARD, Grégoire. " La presse alternative au Québec : un état des lieux ", in *Ao ! Espaces de la parole*, Vol. VI, no. 1 (hiver/printemps 2000), pp. 47-53.

CAUCHON, Paul. " La guerre des hebdomadaires aura-t-elle lieu ? ", in *Le Devoir*, 23 septembre 1997, B7.

CHARTIER, Jean. " Véronique Dassas : Le temps fou conjugué au présent ", in *Le Devoir*, 21 mars 1994, B1.

CLOUTIER, Yvan. “ Hollinger et Thomson vendent leurs journaux ” in *Le 30*, vol. 24, no. 6, juin 2000, p. 8.

COLLARD, Nathalie. « Concentrons-nous, SVP! », in *Voir*, vol. 14, no. 38, du 21 au 27 septembre 2000, p.18.

DASSAS, Véronique et **MOFFAT**, Alain-Napoléon. “ Pas de requiem pour *Temps Fou* ”, in *Conjonctures*, no. 29, printemps-été 1999, pp. 73-81.

FLEURY, Robert. “ Le plus vieux journal communautaire au Québec. Le journal de la basse-ville a 20 ans ”, in *Le Soleil*, 23 décembre 1994, B2.

KHAN, Jean-François. “ Trois ans déjà ! Comment voyez-vous le Marianne de demain ? ”, in *Marianne*, 17 au 23 avril 2000, p. 13.

LEDUC, Louise. “ Le parcours sinueux des revues féministes. De La vie en rose à Madame au foyer ”, in *Le Devoir*, 8 mars 1996, A4.

LEGAULT, Daniel S. “ Recto Verso : ce magazine n’est ni nouveau ni amélioré ! ”, in *Recto Verso*, sept-oct. 1997.

LEGAULT, Daniel S. “ Numéro spécial : Tremplin ”, in *Vie Ouvrière*, no. 266-267, été 1997, pp. 67-69.

MARIANNE. “ Cartes sur table ”, in *Marianne*, 5 au 11 juin 2000, pp.8-11.

MARCIL, Claude. “ Utne Reader a dix ans ”, in *La Presse*, 24 avril 1994, B3.

MAYER, Robert. “ Évolution des pratiques communautaires au Québec (1960-1990) ”, in *Revue canadienne de service social*, vol. 11, no. 2, été 1994, Ottawa.

MURPHY, Frédéric. “ Presse alternative au Québec : écrire dans la marge ”, in *Montréal Campus*, 12 janvier 2000, p. 21.

PELLETIER, Jacques. « Radicaliser la pensée critique », in *Possibles*, vol. 24, no. 2-3, printemps/été 2000, pp. 5-10.

PLEAU, Jean-Philippe et **FORTIER**, Claude. “ Clarifier la notion de presse alternative ”, in *Ao ! Espaces de la parole*, Vol. VI, no. 1 (hiver/printemps 2000), p. 48.

ROY, Jean-Hugues. “ Médias. Portrait des géants ”, in *Le 30*, vol. 24, no. 7, juil-août 2000, p. 28.

VALLIÈRES, Pierre. “ Première partie : les années 50. VO : 40 ans de fidélité aux classes populaires ”, in *Vie Ouvrière*, no. 230, mai-juin 1991.

VALLIÈRES, Pierre. “ Deuxième partie : les années 60. Le choc de la Révolution Tranquille et du Concile Vatican II ”, in *Vie Ouvrière*, no. 231, juillet-août 1991.

VALLIÈRES, Pierre. “ Troisième partie : les années 70. L’utopie et l’institution ”, in *Vie Ouvrière*, no. 232, septembre-octobre 1991.

VALLIÈRES, Pierre. “ Quatrième partie : les années 80. L’impasse et l’éclaircie ”, in *Vie Ouvrière*, no. 233, novembre-décembre 1991.

Le journalisme et le Net

ARDITO, Stephanie C. “ The Alternative Press : Newsweeklies & Zines ”, in *Database*, Juin/Juillet 1999, vol. 22, no. 3, pp.15-22.

FONTAN, Jean-Marc. « Le Net au service de la pensée critique », in *Possibles*, vol. 24, no. 2-3, printemps/été 2000, pp. 62-78.

LAIMÉ, Marc. Les journaux face à la concurrence d’Internet. Nouveaux barbares de l’information en ligne ”, in *Le Monde diplomatique*, Juillet 1999, <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/07/LAIME/12207.html>

LESSEUR, Jany. “ La presse à l’épreuve du Net ”, in *Le Courrier de l’Unesco*, janvier 1999, http://www.unesco.org/courrier/1999_01/fr/connex/txt1.htm

PLEAU, Jean-Philippe. “ Nouvelles technologies de l’information : le capitalisme franchit une nouvelle étape ”, in *Ao ! Espaces de la parole*, Vol. 5, no. 1, hiver-printemps 1999, pp. 44-45.

RICHARD, Emmanuelle. “ Presse électronique et traditionnelle ne font pas bon ménage ”, in *Le Devoir*, Lundi 10 mai 1999, p. B7.

SOLDEVILA, Carlos. “ Webzines indépendants. En circuit fermé ”, in *Voir*, Vol. 14, no. 4, 27 janvier 2000, p.13.

Sources, informations et sites Web

Site du Ministère de la Culture et des Communications :

Programme de soutien aux médias communautaires (PAMEC) 2000-2001 disponible à l’adresse :

<http://www.mcc.gouv.qc.ca/pubprog/program/aidefonc.htm>

En complément du PAMEC : *Le guide de recherche de financement pour les médias écrits communautaires* publiés par l’AMECQ.

CDEACF : centre de documentation disponible sur Internet à l’adresse suivante : <http://www.cdeacf.ca/>

Altermédia : répertoire de la presse alternative au Québec

<http://www.ao.qc.ca/altermedia/home.html>

Coordonnateurs : Grégoire Bédard, Claude Fortier et Jean-Philippe Pleau

tél. : (418) 651-2994, téléc. : (418) 829-1028, courriel : jphilippe@webnet.qc.ca

Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ)

Regroupe plus de 80 journaux sans but lucratif. Son principal mandat est d'offrir des services de soutien et des formations aux 1 100 bénévoles oeuvrant dans la presse communautaire. : <http://www.amecq.qc.ca/index2.html>

tél. : (514) 383-8533, téléc. : (514) 383-8976, courriel : amecq@francomedia.qc.ca

Manifeste des médias alternatifs du Québec :

<http://www.ao.qc.ca/altermedia/manifeste.htm>

Coordination des médias libres (Site français, l'homologue d'Altermédia mais comprend tous les médias et adopte un ton beaucoup plus virulent).

<http://www.medialibre.org>